

Comme l'a fait remarquer le député du Yukon (M. Nielsen), le gouvernement peut maintenant présenter un projet de loi ou de nouvelles prévisions de dépenses de 400 millions ou de n'importe quel montant dont il a besoin, lequel serait probablement supérieur. Dans l'état actuel des choses le gouvernement a créé un véritable gâchis et il lui est impossible de venir maintenant demander à la Chambre des fonds pour le financement de deux sociétés qui n'appartiennent plus directement à la Couronne. Nous soutenons en conséquence que ces deux crédits ne sont plus acceptables. Le gouvernement lui-même les a rendus inacceptables par la façon dont il a agi.

[Français]

Mme le Président: La question étant d'un caractère très technique, il est évident qu'il va me falloir prendre ce rappel au Règlement en délibéré, et je remercie les honorables députés des arguments qu'ils m'ont apportés.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

AFFAIRES EXTÉRIEURES ET DÉFENSE NATIONALE—
PRÉSENTATION DU 15^E RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Madame le Président, j'ai l'honneur en tant que président du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale de présenter un rapport qui s'intitule «15^e rapport du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale», lequel comité a étudié au nom de la Chambre le projet de loi C-130.

SANTÉ, BIEN-ÊTRE SOCIAL ET AFFAIRES SOCIALES—
PRÉSENTATION DU 5^E RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT

M. Marcel Roy (Laval): Madame le Président, j'ai l'honneur de présenter dans les deux langues officielles le 5^e rapport du Comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, en ce qui concerne l'étude faite sur la mousse isolante d'urée-formaldéhyde.

[Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui au sujet des rapports précités.]

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

M. BRADLEY—OPPOSITION AU BILL C-10

M. Bud Bradley (Haldimand-Norfolk): Madame le Président, il est de mon devoir de présenter une pétition signée par 76 membres de la congrégation de la Selkirk Church of Christ

Questions au Feuilleton

Christian Chapel dans ma circonscription de Haldimand-Norfolk, que les dispositions du bill C-10, visant à régir les sociétés sans but lucratif, inquiètent vivement. La pétition a pour but de protester contre les modifications que le gouvernement propose d'apporter au bill C-10, qui permet à un tribunal de s'immiscer dans les affaires d'un organisme religieux. Les pétitionnaires prient le gouvernement de retirer les dispositions du bill C-10 qui portent atteinte aux droits et privilèges de l'Église de prendre position moralement sur des questions touchant les membres de cet organisme religieux.

Les pétitionnaires espèrent que vous trouverez la pétition conforme au Règlement et que vous userez du pouvoir discrétionnaire que vous confère le poste de Président de la Chambre pour en autoriser la discussion et le renvoi au comité le plus tôt possible, afin que le caractère sacré de l'Église puisse être préservé au Canada.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. David Smith (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Madame le Président, on répondra aujourd'hui aux questions n^{os} 987 et 4528.

[Texte]

LE PROGRAMME DE PRODUCTIVITÉ DES INDUSTRIES DE LA DÉFENSE

Question n^o 987—**M. MacKay:**

1. Le gouvernement a-t-il entrepris une campagne nationale de publicité sur les retombées industrielles du chasseur F-18 et, dans l'affirmative, quelle somme y a été réservée?

2. Les avantages des retombées industrielles de l'ordre de \$2.91 milliards dépendent-ils de l'aide que fournira le gouvernement à l'industrie canadienne pour qu'elle puisse se ré-équiper et profiter ainsi de ces programmes et, dans l'affirmative, le programme de productivité des industries de la défense (PID) fera-t-il partie de l'aide du gouvernement à l'industrie?

3. Quelle incidence les coupures d'août 1978 ont-elles eu sur les prévisions budgétaires du PID pour l'année financière a) 1978-1979, b) 1979-1980?

4. La mise au point de projets très techniques nécessite-t-elle plusieurs années de préparation et, dans l'affirmative, quelle incidence ont eu les coupures budgétaires sur les possibilités des industries de défense de profiter du programme actuel des retombées industrielles?

5. Pour ce qui est des dépenses du PID pour l'année financière terminée en a) 1974, b) 1975, c) 1976, d) 1977, e) 1978, f) 1979, g) 1980, quel montant a été accordé en subventions (i) à l'industrie (ii) après rajustement selon un indice des prix pertinent?

6. Les prévisions budgétaires du PID pour l'année financière 1980-1981 sont-elles engagées depuis le mois de décembre 1979?

7. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a-t-il reçu des demandes d'aide au titre du PID d'une valeur de plus de \$100 millions en vue de l'expansion de la technologie industrielle pendant l'année financière 1980-1981 et, dans l'affirmative, quelle incidence aura la pénurie de fonds du PID sur le programme de retombées industrielles de \$2.91 milliards se rapportant au chasseur F-18?